Pour les collectifs Sans Bitume, la santé des habitant-es doit passer avant le chantier de l'A69.

Les collectifs Sans Bitume ont participé ce mardi 18 novembre 2025 à la première instance de suivi des centrales à enrobé de l'A69, toujours illégale, malgré la reprise des travaux. Elle a réuni les représentants de la préfecture du Tarn, de la DREAL, de l'INERIS (pour sa branche commerciale), d'ATOSCA ainsi que des personnels de l'Education nationale, des parents d'élèves, des membres des collectifs et des élu-es des communes proches des deux centrales. A souligner d'ailleurs l'absence incompréhensible des élu-es de Puylaurens… A croire que la santé de leurs administré-es ne les concerne pas.

Cette instance de suivi a évoqué la mise en service, à marche forcée, des centrales d'enrobé à chaud (les usines à bitume) de Puylaurens et Villeneuve-lès-Lavaur avant le jugement en appel de la légalité de l'A69 le 11 décembre prochain. Nous avons d'ailleurs appris que la centrale de Villeneuve a été installée alors qu'elle ne démarrera officiellement qu'en janvier 2026.

Bien que le discours officiel, sur fond de campagne de communication, insiste sur l'aspect prétendument exceptionnel du plan de surveillance des pollutions atmosphériques autour des centrales, les collectifs dénoncent :

- l'absence de mesures en temps réel des polluants

- des mesures peu sensibles à l'aide de capteurs passifs qui ne capteront les polluants que si la pression atmosphérique le permet….

- le choix d'un nombre limité de polluants, certains peu pertinents.

Un plan de surveillance digne de ce nom, cela aurait été, avant tout, des capteurs actifs dont l'aspiration proche d'une respiration humaine aurait effectivement capté les polluants émis par les centrales.

Les collectifs réclament le positionnement d'analyseurs en continu au niveau des écoles de Puylaurens et Veilhes/Vendine suivant un protocole établi par l'ATMO, association spécialisée dans la surveillance de la qualité de l'air, initialement retenue puis écartée au profit de l'INERIS. Les résultats de la campagne visant à définir l'état de pollution initial, réalisé entre novembre et décembre 2024 (alors que le chantier était déjà en cours) nous a appris qu'une jauge à Villeneuve-lès-Lavaur proche du chantier avait mesuré autant de poussières et de métaux lourds qu'à proximité d'un incinérateur. Aucune explication n'a été fournie.

Les collectifs ont dénoncé les engagements écrits d'ATOSCA, en 2023, auprès des riverains d'analyses des sols, des potagers et des cultures. Une fois de plus, les promesses n'engagent que ceux qui y croient…

…à l'instar d'une procédure de traitement des eaux usées totalement inadaptée et non conforme, comme cela a été constaté et signalé à de nombreuses reprises au cours des derniers mois. Comment croire qu'ATOSCA, qui s'apprête à faire fonctionner les usines jour et nuit pour tenter de rattraper son retard et qui fait l'objet de 46 signalements et 17 mises en demeure par la préfecture pour non-respect des procédures, accordera plus d'attention aux pollutions atmosphériques qu'à la pollution des nappes phréatiques ?

Nous exigeons qu'ATOSCA et la DREAL s'engagent par écrit à agir en cas de dépassement des seuils : on arrête, on répare et on vérifie avant de redémarrer !

Nous avons aussi alerté sur les risques élevés d'incendie (accidents fréquents sur ce genre d'installation datant…des années 80) !

L'action des Sans Bitume a tout de même permis d'écarter un laboratoire peu fiable pour l'analyse des prélèvements. La DREAL a par ailleurs annoncé avoir mis en ligne une méthode de signalement des nuisances liées aux centrales, qui n'existait pas jusque-là.

Enfin, l'action des collectifs a permis l'ajout d'une campagne de surveillance supplémentaire de deux semaines, avant le pic de production des centrales.

Pour les collectifs, il est évident que pas une goutte de bitume ne doit couler d'ici le résultat de l'audience du 11 décembre. Il est évident que la santé des riverain-es quels qu'ils soient passe avant le chantier.

Nous invitons les riverain-es à se réunir à 10 heures devant l'usine à bitume de Puylaurens ce samedi 22 novembre.